



EA23164

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°116-DDPP-23 relatif à l'exploitation
d'une unité de génération de fluor située à Saint-Victor sur Loire (commune de Saint-Étienne)
Zone d'activité de la Croix des Sagnes sur le site IPACKCHEM**

Le préfet de la Loire

Vu la Directive Européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dénommée Directive IED en date du **24** novembre 2010

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre I du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 22-127 du 12 juillet 2022 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire Bretagne ;

Vu les arrêtés préfectoraux en dates des 13 mars 1987, 14 octobre 1988, 16 mars 2010, antérieurement délivrés à la société IPACKCHEM pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de St-Etienne, zone d'activités de la Croix des Sagnes, St-Victor sur Loire ;

Vu la demande déposée le 2 juillet 2021, complétée le 7 septembre 2022, par le directeur de la société IPACKCHEM relative à la création d'une unité de génération de fluor située à Saint-Victor sur Loire (42230), la Croix des Sagnes ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale ;

Vu la décision en date du 21 septembre 2022 du président du tribunal administratif de Lyon portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral n°475-DDPP-22 du 7 octobre 2022 ordonnant l'organisation d'une enquête publique ;

Vu l'arrêté préfectoral n°557-DDPP-22 du 7 décembre 2022 portant prolongation de l'enquête publique susvisée ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le rapport et les propositions en date du 7 mars 2023 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 4 avril 2023 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu la transmission au demandeur du projet d'arrêté en vue de recueillir ses observations ;

Vu les observations émises par l'exploitant ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant qu'en application des dispositions de la section 8 du chapitre V du titre I du Livre V du code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation doit fixer les prescriptions relatives aux valeurs limites d'émission, à leur surveillance, à la transmission des résultats de la surveillance à l'autorité préfectorale, à la gestion des déchets, à la protection des sols et eaux souterraines et à leur surveillance et à la gestion de fin d'activité,

Considérant qu'en application de ces mêmes dispositions, l'exploitant est tenu au respect des niveaux d'émissions fondés sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique 3420 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

La société IPACKCHEM, dont le numéro SIRET est 38215094400025, dont le siège social est situé à SAINT ETIENNE, SAINT VICTOR SUR LOIRE, Zone d'activités de la Croix des Sagnes, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de SAINT ETIENNE, SAINT VICTOR SUR LOIRE, Zone d'activités de la Croix des Sagnes, les installations détaillées dans les articles suivants.

Ces installations ont pour coordonnées (Lambert 93):

X = 1801717.46 Y = 5140013.53

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

| Communes | Parcelles | Lieux-dits |
|---------------|---|--|
| SAINT-ETIENNE | 292B n° 842, 892, 825, 399, 400, 894, 887, 885, 889 | « La Croix des Sagnes » - SAINT-VICTOR-SUR-LOIRE |

L'emprise totale du site est de 45 194 m². La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à cette emprise.

La présente autorisation tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;

- Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L. 414-4 ;

Article 1.1.1 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Sauf dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux activités du site (rubriques listées à l'article 1.2 du présent arrêté à l'exception de la rubrique 3420) pour les dispositions applicables aux installations existantes à la date de leur publication.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

| Rubrique ICPE | Libellé simplifié de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Quantité autorisée | Régime |
|---------------|--|--|-----------------------------------|--------|
| 1532-2b | Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ | Stockage total de palettes sous hangar | 1 400 m ³ | D |
| 2565-3 | Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibroabrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 3. Traitement en phase gazeuse ou autres traitements | Traitement au fluor des bidons et jerricans plastiques | - | D |
| 2661-1b | Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j | Injection soufflage de matières plastiques | 50 tonnes/jour | E |
| 2662-3 | Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieure ou égale à 100 m ³ , mais inférieure à 1 000 m ³ | Stockage de matières premières - Silos de stockage : 6 x 125 m ³ = 750 m ³ - Cartons de granulés plastiques sous hangar : 100 m ³ - Colorants : 45 m ³ | Volume total : 895 m ³ | D |

| | | | | |
|---------|---|---|---------------------------------------|-----------|
| 2663-2a | Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 10 000 m ³ | Stockage de chutes, films, bouchons, manchons et produits finis : - Chutes de plastiques en caisses métalliques sous hangar extérieur : 50 m ³ - Films plastiques PE : 40 m ³ - Bouchons : 470 m ³ - Manchons client : 40 m ³ - Produits finis : 11 500 m ³ | Volume total : 12 100 m ³ | E |
| 3420-a | Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que : a) Gaz, tels que ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés sulfuriques, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, chlorure de carbonyle | Installation FGEN pour la production de fluor pour procédé de fluoration (sur site uniquement) Quantité limitée aux besoins de la production | Quantité maximale simultanée : 0,5 kg | A |
| 4713 | Fluor (numéro CAS 7782-41-4). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 10 t | Stockage de 10 racks de bouteilles de F2N2 (jusqu'au 31/12/2023) : Stockage de 6 racks de bouteilles de F2N2 (à/c du 01/02/24) : | 141,6 kg 85 kg | D puis NC |
| 4110-2a | Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg | Stockage et mise en œuvre d'acide fluorhydrique anhydre - tank : 750 kg - en cours dans le process : 150 kg | Quantité maximale : 900 kg | A |

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

| Rubrique IOTA | Libellé simplifié de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Quantité autorisée | Régime |
|---------------------------|---|--|-----------------------|-------------|
| 2.1.5.0-2° (pour mémoire) | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D) | Surfaces imperméabilisées et drainées rejetées au milieu naturel avec traitement préalable par deux séparateurs d'hydrocarbures pour les eaux pluviales de voiries | 23 400 m ² | Déclaration |

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3420-a relative à la Fabrication de fluor en quantité industrielle par transformation chimique et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF SIC (chimie inorganique de spécialité).

CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Les conditions de stockage et d'emploi d'acide fluorhydrique anhydre et l'unité de génération et transfert de fluor correspondant à l'installation FGEN respectent les éléments techniques ainsi que les dispositions de prévention et protection contre les incidents et accidents industriels tels qu'établis par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation environnementale, et notamment dans son étude de dangers, dans leurs versions soumises à l'enquête publique réglementaire.

L'annexe 1 « prescriptions particulières relatives à l'installation FGEN et à son fonctionnement » du présent arrêté reprend à cet effet, pour l'installation FGEN et son exploitation, les éléments techniques qui ne relèvent pas du secret industriel ainsi que l'ensemble des dispositions que l'exploitant doit respecter en toutes circonstances.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage Industriel ou artisanal du fait du classement des parcelles au Plan local d'urbanisme.

En application de l'article R. 181-43 du CE, la remise en état après la cessation d'activité répond aux exigences de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement. L'exploitant respecte les dispositions des articles R. 512-39-2 et suivants pour la remise en état du site.

Article 1.4.2 Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 1.4.3 Equipements abandonnés – transfert – changement d'exploitant

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

Article 1.5.1 Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour les rubriques suivantes :

| Rubrique | Libellé de la rubrique | Grandeur caractéristique |
|----------|---|--------------------------|
| 3420 | Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques | 0,5 kg en continu |

Le montant de référence des **garanties** financières est inférieur à 100 000 euros TTC.

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TP01 de **109,8** (décembre 2020) et un taux de TVA de 20 %.

Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site, définie au titre 5 du présent arrêté à savoir :

- 21 tonnes ou litres de déchets dangereux dont

- 0,04 tonne d'aérosols
- 0,70 tonne de déchets huileux
- 0,70 tonne de filtres à huile
- 2,70 tonne de boues des déshuileurs
- 8,00 tonne d'eaux hydrocarbonées des déshuileurs
- 2,80 tonne d'eaux de rinçage des laboratoires (xylènes, acétate de butyle..)
- 4,00 tonne d'huiles usagées
- 0,25 tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques
- 1,00 tonne de produits chimiques et emballages souillés

- 48 tonnes de déchets non dangereux

CHAPITRE 1.6 IMPLANTATION

Les installations sont implantées de manière à ce que les effets thermiques, toxiques et de surpression des phénomènes dangereux susceptibles de survenir du fait des activités exercées, des produits et matières stockées et mises en œuvre, ne sortent pas des limites du site.

CHAPITRE 1.7 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et les dossiers de demande d'autorisation ultérieurs, dont celui présenté en vue de l'autorisation d'exercer une activité de stockage d'acide fluorhydrique anhydre et de production de fluor en date du 07 septembre 2022
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 1.8 OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
 - limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
 - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes **définies** ci-après ;
 - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
 - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité **publiques**, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
 - prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.
- Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Il rend compte à l'inspection, à sa demande, des actions entreprises pour respecter ces objectifs.

CHAPITRE 1.9 CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans

les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;

- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- la modalités mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 1.10 RESERVE DE PRODUITS ET CONSOMMABLES

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 1.11 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

CHAPITRE 1.12 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 1.13 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.14 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection les documents suivants :

| Articles | Contrôles à effectuer | Périodicité du contrôle |
|----------------|-----------------------|-------------------------|
| Article 6.2.3 | Niveaux sonores | Tous les 5 ans |
| Article 4.3.11 | Rejets aqueux | Tous les ans |

| Articles | Documents à transmettre | Périodicités / échéances |
|---------------|--|--|
| Article 1.5.6 | Notification de mise à l'arrêt définitif | 3 mois avant la date de cessation d'activité |
| Article 2.4 | Rapport de suivi du fluor dans l'environnement par prélèvements sur la flore (4 points autour du site et un point témoin) | Tous les ans |
| Article 2.4 | Rapport de suivi du fluor dans l'environnement, par prélèvements sur sols superficiels (4 points autour du site et un point témoin selon annexe 4) | Tous les 5 ans |
| Article 2.3.1 | Rapport d'analyses des rejets atmosphériques | Tous les ans |
| Article 9.1 | Bilans et rapports annuels | Annuel |

TITRE 2 - REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Chapitre 2.1

| Source | Traitement des émissions | Nb d'heures de fonctionnement | Position et direction du point de rejet | Hauteur/ sol du point de rejet (m) | Diamètre du point de rejet (m) | Vitesse (m/s) | Température (°C) |
|---|--------------------------------|-------------------------------|---|------------------------------------|--------------------------------|---------------|------------------|
| 1 Scrubber ou laveur | Neutralisation de F2 + résidus | 24h/24 et 7j/7 (8035 heures) | Au sol, direction verticale | 12 | 0,45 | 5,1 | 22 |
| 2 Armoires xylène et/ou acétate de n-butyle | Aucun | 24h/24 et 7j/7 (8765 heures) | En toiture, direction verticale | 7 | 0,12 | / | 22 |
| 3 Hotte aspirante + étuves (xylène et/ou acétate de n-butyle) | Aucun | 24h/24 et 7j/7 (8765 heures) | En toiture, direction verticale | 7 | 0,35 0,15 | 0,67 | 22 |
| 4 Cuves compartimentées | Aucun | 24h/24 et 7j/7 (8765 heures) | En toiture Verticale | 7 | 0,16 | 25 | 22 |
| 5 Moteur diesel | Aucun | 23 heures/an | Au mur, direction horizontale | 2,6 | 0,12 | / | 22 |

1 Scrubber : Les gaz résiduels fluorés issus de la fabrication du fluor et des lignes d'extrusion sont traités par le laveur (scrubber). Le principe est d'adsorber par contact les résidus gazeux de fluor contenus dans les mélanges de F2/N2 non utilisés ou au niveau des fuites de HF au moyen de carbonate de calcium concassé (stocké en silo). La capacité de neutralisation de fluor est de 0,5 à 1,2 g/s pour un débit de 6000 m³/h. La chaux saturée est reprise en big-bag de 1 m³ ou 1,5 tonnes puis évacuée vers des filières d'élimination de déchets.

2,3,4 Armoires, hotte aspirante, étuves, cuves en laboratoire : L'établissement réalise des essais avec des solvants (xylène et acétate de n-butyle) afin de vérifier la qualité des bidons produits (test quantitatif et qualitatif des barrières fluorées). La perte de solvant est estimée inférieure à 0,5% pour un flacon de 5 litres sur 28 jours à 50°C soit 0,025 litres par flacons de 5 litres. La quantité de perte de solvants sur plus de 5100 tests est estimée à 4,058 kg. D'après cette estimation, la quantité perdue sur une année est de 0,45 g/h.

5 Moteur Diesel : Un moteur diesel est situé sur l'installation sprinklage et le temps de fonctionnement correspond aux essais hebdomadaires, un autre sert au groupe électrogène de secours du FGen (essais mensuels)

Article 2.1.1 Conditions générales de rejet

| | Hauteur en m | Rejet des émissions des installations raccordées | Débit nominal en Nm ³ /h | Vitesse mini d'éjection en m/s |
|--------------|--------------|---|-------------------------------------|--------------------------------|
| Conduit N° 1 | 12 | fabrication du fluor (FGEN) et lignes d'extrusion | 6000 m ³ /h | 5,1 |
| Conduit N° 2 | 7,7 | Armoires laboratoire | | / |

| | | | | |
|-----------------|---|--|--|------|
| Conduit N° 3 | 2 | Hotte aspirante et étuves laboratoire | | 0,67 |
| Conduit N° 4 | 7 | Cuves de rinçage laboratoire | | / |
| Conduit N° 5 | 6 | Moto-pompe Diesel sprinklage | | / |

CHAPITRE 2.2 LIMITATION DES REJETS

Article 2.2.1. Dispositions générales

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Article 2.2.2. Valeurs limites des **concentrations** dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

1. Pour les émissions canalisées :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

| Paramètre | Conduit n°1 - 6000m ³ /h – 8035 heures | | | |
|--|---|------|------|-------|
| | Concentration | flux | | |
| | | g/h | g/j | kg/an |
| Fluor F2 (exprimé en ppm) – performance du site, en 2020 | 4 | 0,9 | 21,6 | 7,4 |
| Acide fluorhydrique (exprimé en ppm) – performance du site en 2020 | 0,12 | 0,4 | 9,6 | 3,3 |
| VLE : Fluor composés gazeux (exprimé en mg/Nm ³) | 5 si flux horaire supérieur à 500 g/h | 30 | 720 | 242 |
| VLE : Fluor composés particulaires et vésicules (exprimé en mg/Nm ³) | 5 si flux horaire supérieur à 500 g/h | 30 | 720 | 242 |
| VLE : Acide fluorhydrique (exprimé en mg/Nm ³) – VLE associée MTD | 2 (1,63 ppm) | 12 | 288 | 97 |

Pour mémoire : fluor total sur sec (Analyse du fluor dans un échantillon le carbonate de calcium (prélevé en fin d'essai dans le big bag sous l'épurateur) : 13 591 mg/kg

| Paramètre | Conduit n° 2 – 3 – 4 – 8765 heures | | | |
|---|-------------------------------------|----------------------|----------------------|-------|
| | Concentration mg/Nm ³ | flux | | |
| | | kg/h | kg/j | kg/an |
| Concentration en O2 ou CO2 de référence | / | | | |
| Poussières, y compris particules fines | 100 pour flux inférieur à 1 kg/h | 0,35 | 8,4 | 3100 |
| SOx | 300 pour flux supérieur à 25 kg/h | 0,33 | 7,92 | 2900 |
| NOX en équivalent NO2 | 500 pour flux supérieur à 25 kg/h | 4,91 | 117,84 | 43100 |
| CO | / | 1,06 | 25,44 | 9300 |
| Fluor et composés exprimé en HF | 5 | $7 \cdot 10^{-3}$ | $1,7 \cdot 10^{-2}$ | 62,5 |
| HF | 2 | $2,9 \cdot 10^{-3}$ | $7 \cdot 10^{-2}$ | 25 |
| COVNM | 110 si flux supérieur à 2 kg/h | $4,63 \cdot 10^{-4}$ | $1,12 \cdot 10^{-2}$ | 4,1 |

2. Activités de transformation de matières plastiques (PET, PE, PA)

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

En application de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, l'exploitant justifiera sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté de l'absence de nécessité de canaliser les rejets de l'atelier de transformation des matières plastiques, notamment pour ce qui concerne les paramètres figurant à l'annexe III dudit arrêté.

Si les rejets à l'atmosphère doivent être canalisés :

- Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur, qui ne peut être inférieure à 10 mètres, est fixée par l'arrêté d'autorisation conformément aux articles 53 à 56 ci-après ou déterminée au vu des résultats d'une étude des conditions de dispersion des gaz adaptée au site.
- Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
- La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.

3. Conduit n°5 : groupe moto-pompe Diesel du système de sprinklage : compte tenu du nombre d'heures d'utilisation sur une année, ses émissions sont considérées comme négligeables.

4. Autre moteur Diesel : le groupe électrogène de l'installation FGEN étant un équipement de secours, ses émissions sont considérées comme négligeables.

Article 2.2.3 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Article 2.2.4 Composés Organiques Volatiles

Si la consommation annuelle de solvants dépasse 1 tonne, l'exploitant tient à jour un Plan de Gestion des Solvants
Il le transmet annuellement à l'inspection.

CHAPITRE 2.3 SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

Article 2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance des rejets aux émissaires 1,2,3 et 4 dans les conditions suivantes :

| Paramètre | Fréquence | Enregistrement (oui ou non) | Méthodes de mesure | Fréquence de transmission |
|-----------------|-----------|--------------------------------|-----------------------|---------------------------|
| Débit | Annuelle | non | Norme | / |
| O ₂ | Annuelle | non | Norme | / |
| CO ₂ | Annuelle | non | Norme | / |
| Poussières | Annuelle | non | Norme | / |

| | | | | |
|-----------------|--------------|-----|-------|--|
| SO ₂ | Annuelle | non | Norme | / |
| NO _x | Annuelle | non | Norme | / |
| CO | Annuelle | non | Norme | / |
| HF | Semestrielle | oui | Norme | Annuelle et à chaque dépassement de la VLE |
| Fluor | Semestrielle | oui | Norme | Annuelle et à chaque dépassement de la VLE |
| COV | Annuelle | non | Norme | / |

Article 2.3.2 Bilan des émissions

L'exploitant établit le bilan des émissions suivant :

| Paramètre | Type de mesures ou d'estimation | Fréquence |
|-----------------|---------------------------------|-----------|
| COVNM | Plan de gestion de solvant | Annuelle |
| COV spécifiques | Plan de gestion de solvant | Annuelle |

CHAPITRE 2.4 SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR L'ENVIRONNEMENT

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants :

| Paramètres | Fréquence | points de mesure et emplacements annexe 4 | Méthode de mesure |
|----------------------------|--------------|---|-------------------------|
| Fluor et composés du fluor | Annuelle | Flore : 4 points autour du site et 1 point témoin selon carte en annexe 2 | Selon normes en vigueur |
| Fluor et composés du fluor | Quinquennale | Sols superficiels (15 cm) 4 points autour du site et 1 point témoin selon carte en annexe 2 | Selon normes en vigueur |

CHAPITRE 2.5 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

Article 2.5.1 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 3.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 3.1.1 Origine des approvisionnements en eau

L'approvisionnement en eau du site IPACKCHEM est assuré par le réseau d'adduction d'eau potable de la commune. Le réseau d'alimentation en eau potable est équipé de deux compteurs (réseau des poteaux d'extinction et réseau d'eau potable). Un disconnecteur permet d'isoler les réseaux d'eaux potable et d'éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Article 3.1.2 Consommations

Les postes de consommation sont les suivants :

| Localisation Ateliers / Equipement | Utilisations | Consommation moyenne |
|--|---|--|
| Ensemble du site | Besoin sanitaire | 1 520 m3/an 32 m3/semaine 5 m3/j |
| Atelier tests des bidons | Eaux de rinçage (uniquement la 3ème eau de rinçage). La 1ère et la 2nde eau de rinçage sont évacués comme déchets. | Maximum 200 m3 / an |
| Poteaux incendie privés | Besoin incendie | Essais réguliers volumes non significatifs |
| Ensemble du site | Lavage des sols du site (lavage des machines ne nécessitant pas d'eau car utilisation de CO2 super critique) | 16 m3/an |
| Refroidissement des moules | Utilisation d'un circuit fermé pour la circulation d'eau froide pour le refroidissement des moules Ajout d'eau pour les pertes liées aux changements de moules | Volume non significatif |

La consommation maximale est limitée à 2000 m3/jour.

Article 3.1.3 Eaux pluviales collectées

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de : 23 400 m²

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 5 l/s/ha, soit 42,12 m3/h .

CHAPITRE 3.2 CONCEPTION ET GESTION DES RESEAUX ET POINTS DE REJET

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externe qui présentent les caractéristiques suivantes :

| Type de points de rejet | Repère sur plan réglementaire des points de rejets | Exutoire | Nature des polluants | Equipements de surveillance | Commentaires |
|----------------------------------|---|---|--|-----------------------------|---|
| 1. Eaux usées sanitaires | 1 point de rejet à au réseau communal situé à l'Ouest du site | le Lizeron via STEP "les Sagnes" | Charge organique | Aucun | Traitement par filtres plantés et lits de séchage |
| 1. Eaux usées industrielles | | | Résidus de rouge soudan et acétate de n-butyle | Aucun | |
| 2. Eaux pluviales des voiries | 2 points de rejets au Nord et au Sud chacun équipé en amont d'un séparateur d'hydrocarbures | Fossés en périphérie du site pour infiltration dans les sols environnants | Traces potentielles d'hydrocarbures totaux | Aucun | Traitement par séparateur d'hydrocarbures avant rejet au milieu naturel |
| 2bis. Eaux pluviales de toitures | | | Non polluées | Aucun | |

Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,

- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet **rejet dans le milieu naturel des eaux pluviales :**

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

rejet dans une station collective des eaux industrielles :

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

CHAPITRE 3.3 LIMITATION DES REJETS

Article 3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Le procédé FGEN ne génère pas d'effluents aqueux.

Point de rejet référencé n°1 (eaux vannes et industrielles)

| Paramètres | Convention de rejet avec le gestionnaire de la station communale |
|--|---|
| MES | 600 mg/l |
| DCO | 2 000 mg/l |
| DBO5 | 800 mg/l |
| Rapport de biodégradabilité (DCO/DBO5) | 0,3 |

| | |
|--------------------------------|----------|
| Azote global (exprimé en N) | 150 mg/l |
| Phosphore total (exprimé en P) | 50 mg/l |
| Indice phénol | 0,3 mg/l |
| Hydrocarbures totaux | 10 mg/l |

Points de rejet référencés n°2 et 2bis (eaux pluviales de voirie)

| Paramètres | AP du 16/03/2010 (IPACKCHEM) | AM du 02/02/1998 modifié |
|--------------------------------|--|--|
| | Concentration moyenne (sur 2 heures consécutives) | Valeurs définies par l'AM 02/02/1998 (rejet dans le milieu naturel – article 32) |
| MEST | 35 mg/l | 100 mg/l si < 15 kg/j 35 mg/l si > 15kg/j |
| DCO | 125 mg/l | 300 mg/l si < 100 kg/j 125 mg/l si > 100 kg/j |
| DBO5 | 30 mg/l | 100 mg/l si < 30 kg/j 30 mg/l si > 30 kg/j |
| Phosphore total (exprimé en P) | 10 mg/l | 10 mg/l si > 15 kg/j |
| Hydrocarbures totaux | 10 mg/l | 10 mg/L si > 100 g/j |

Rejets internes

Point de rejet référencé n°1bis (eaux industrielles)

| Paramètres | AM du 02/02/1998 modifié | Référence article de l'AM |
|--------------------------------|--------------------------|---------------------------|
| MES | 600 mg/l | |
| DCO | 2 000 mg/l | |
| DBO5 | 800 mg/l | Article 34 |
| Azote global (exprimé en N) | 150 mg/l | |
| Phosphore total (exprimé en P) | 50 mg/l | |
| Indice phénol | 0,3 mg/l | Article 32 |
| Hydrocarbures totaux | 10 mg/l | |

CHAPITRE 3.4 SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS

Article 3.4.1 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

| Pt rejet | Paramètre | Type de suivi | Périodicité de la mesure | Fréquence de transmission |
|-----------|-----------------|---------------|--------------------------|---------------------------|
| 1bis | Tous paramètres | Ponctuel | Annuelle | / |
| 2 et 2bis | Tous paramètres | Ponctuel | Annuelle | |

CHAPITRE 3.5 SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

Afin de justifier de l'absence d'impact des activités sur le milieu « sols », l'exploitant procédera à des analyses de ce milieu au droit de son site, à partir de 4 sondages a minima, à profondeur de 2 à 3 m selon substrat, selon la carte figurant en annexe 4 au présent arrêté.

Les sondages seront effectués en des points pertinents du site, tenant compte de la direction des vents dominants de manière à disposer d'un échantillon témoin. Les analyses porteront sur le paramètre « Fluor et ses composés ».

Le site n'est pas soumis à surveillance des eaux souterraines au sens de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (article 65). Toutefois, si les analyses de sols conduisaient à constater une concentration anormale en Fluor et/ou composés du Fluor, l'exploitant réalisera un réseau piézométrique et procédera à la surveillance des eaux souterraines aux conditions minimales suivantes :

- nombre d'ouvrages : 3 (1 amont, 2 aval)
- profondeur selon atteinte de la nappe
- périodicité d'analyses : semestrielle, en périodes de basses eaux et hautes eaux
- paramètres : Fluor et ses composés (fluorures)

Article 3.5.1 Surveillance des sols

La surveillance des sols autour du site est dans tous les cas assurée dans le respect des prescriptions de l'article 2.4 du présent arrêté.

Article 3.5.2 Dispositions applicables aux établissements relevant des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature ICPE, ainsi que les installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution

L'exploitant prend toute disposition nécessaire pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.).

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés 1 à 4 et sur le point témoin figurés sur la carte en annexe 2 du présent arrêté.

Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 5 ans à minima.

CHAPITRE 3.6 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES SECHERESSE

Article 3.6.1 Adaptation des prélèvements en cas de sécheresse

Selon le niveau de vigilance activé en application de l'arrêté départemental-cadre sécheresse, l'exploitant réduit ses prélèvements journaliers conformément aux dispositions dudit arrêté.

TITRE 4 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 4.1 LIMITATION DES NIVEAUX SONORES

Les points de mesure figurent sur le plan définissant en annexe 3 du présent arrêté.

Les zones à émergence réglementée sont définies par le tableau figurant en annexe 4 du présent arrêté.

CHAPITRE 4.2 MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

Si des dépassements étaient constatés, l'exploitant établit un plan de mise en conformité avec échéancier qu'il soumet à l'inspection. Il réalise les travaux correspondants dans le délai accordé en réponse.

CHAPITRE 4.3 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

Article 4.3.1 Valeurs Limites

Niveaux sonores en limite de propriété

Les émissions sonores dues aux activités des installations respectent les valeurs suivantes :

| Points de mesure | Niveau sonore limite admissible en dB(A) | |
|---------------------------------------|---|--|
| | Période de jour 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés) | Période de nuit 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés) |
| Limite propriété ouest du site | 58 | 55 |
| Limite de propriété sud du site | 58 | 55 |
| Limite de propriété sud-est du site | 58 | 55 |
| Limite de propriété est du site | 58 | 55 |
| Limite de propriété nord du site | 60 | 60 |
| Maison voisine à 50 m à l'est du site | 60 | 60 |

Emergences

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6dB(A) | 4dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

Les valeurs d'émergence admissibles ci-dessus s'appliquent au-delà d'une distance de 40 m des limites de propriétés, précisée sur le plan définissant les zones à émergence réglementée

Article 4.3.2 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés, le cas échéant, suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 4.4 LIMITATION DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

Le site n'est pas à l'origine de nuisances lumineuses pour son environnement.

CHAPITRE 4.5 INSERTION PAYSAGÈRE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets non dangereux font l'objet d'un tri (6 flux) en vue de leur valorisation dans le respect des plans en vigueur.

CHAPITRE 5.2 FILIERES DE VALORISATION

Les déchets d'emballage visés par les articles R543-66 à R543-74 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R543-3 à R543-16 du code de l'environnement, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R543-124 à R543-136 du code de l'environnement, relatifs à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R543-137 à R543-152 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

CHAPITRE 5.3 ELIMINATION

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets non valorisables produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

CHAPITRE 5.4 SUIVI ET REGISTRE CHRONOLOGIQUE

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R541-45 du code de l'environnement.

L'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et du traitement des déchets dangereux, par renseignement de l'application dédiée TRACKDECHETS.

CHAPITRE 5.5 TRANSPORT

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R541-49 à R541-64 du code de l'environnement, relatifs au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 6.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 6.2 CARACTÉRISATION DES RISQUES

Article 6.2.1 Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

Article 6.2.2 Zonage des dangers internes à l'établissement

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

CHAPITRE 6.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

Article 6.3.1 Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

1. largeur de la bande de roulement : 3,50 m au point le plus étroit
2. rayon intérieur de giration : 11 m

3. hauteur libre : 3,50 m
4. résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

Article 6.3.2 Gardiennage et contrôle des accès

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Le site est en permanence occupé hormis lors des arrêts de production. Lors de cette période, le gardiennage doit être assuré.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

Article 6.3.3 Registre entrée/sortie

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation

Article 6.3.4 Bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Article 6.3.5 Installations électriques – mise à la terre

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Zones à atmosphère explosible

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Le matériel électrique est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Article 6.3.6 Protection contre la foudre

L'exploitant met à jour autant que nécessaire l'analyse du risque foudre et l'étude technique foudre, et réalise les travaux de mise en conformité éventuels avant mise en service de l'installation FGEN.

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 et de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes aux normes en vigueur en France ou dans un Etat membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié selon la fréquence définie par la norme française et toute norme en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

CHAPITRE 6.4 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

Article 6.4.1 Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Article 6.4.2 Vérifications périodiques

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Article 6.4.3 Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Article 6.4.4 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Des formations spécifiques au maniement des dispositifs de lutte contre l'incendie sont dispensées aux personnels constituant les équipes de première intervention.

Article 6.4.5 Travaux d'entretien et de maintenance

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Contenu du permis de travail, de feu

Le permis rappelle notamment :

1. les motivations ayant conduit à sa délivrance,
2. la durée de validité,

3. la nature des dangers,
4. le type de matériel pouvant être utilisé,
5. les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
6. les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

1. en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
2. à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

CHAPITRE 6.5 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 6.5.1 Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'établissement dispose d'un volume de rétention au moins correspondant aux besoins identifiés en moyens de lutte contre l'incendie. Le volume de rétention peut être obtenu par des dispositifs manuel ou automatique d'obturation repérés sur place et sur un plan à disposition des services d'intervention. Les dispositifs sont maintenus en état et en nombre suffisant. Le personnel est formé à leur manipulation et connaît leur emplacement.

Article 6.5.2 Etiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

Article 6.5.3 Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

1. 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
2. 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Article 6.5.4 Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Article 6.5.5 Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Article 6.5.6 Stockage sur les lieux d'emploi

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Article 6.5.7 Transports - chargements - déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Article 6.5.8 Elimination des substances ou préparations dangereuses

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

CHAPITRE 6.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 6.6.1 Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

Un plan d'intervention est établi entre l'exploitant et les services de secours. Il peut être basé sur le plan d'opérations internes (POI) du site.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

Article 6.6.2 Entretien des moyens d'intervention

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 6.6.3 Ressources en eau et mousse

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- Désenfumage : le nombre d'exutoires de fumée doit être conforme au droit du Travail ; l'intervention des services de secours sera facilitée en plaçant les commandes d'ouverture des exutoires à proximité des issues ou à l'extérieur des locaux à désenfumer
- Sprincklage : les bâtiments sont entièrement sprincklés et l'établissement dispose d'une réserve d'eau de 622 m³
- Moyens de secours : ceux présents sur le site devront être conformes à la réglementation et adaptés aux risques présentés par l'établissement ; le personnel devra être formé à leur utilisation ;
- Dimensionnement des besoins en eau : les besoins en eau, qui doivent être disponibles 2 heures, s'établissent à 480 m³/h (mesures en simultané des moyens fixes). Ce débit pourra être obtenu à partir de poteaux d'incendie, bouches d'incendie et réserves d'eau, maintenus en bon état de fonctionnement.

- Dangers : des portes coupe-feu 2 heures seront installées, dans un délai de 3 mois, pour garantir le caractère coupe-feu 2 heures du mur entre le stockage de produits finis et l'atelier de transformation
- une aire d'aspiration, ou plusieurs aires d'aspiration selon le volume de la rétention, est (sont) réalisée (s) sous 6 mois sur le bassin de rétention. Ses caractéristiques conformes au Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre les Incendies (surface minimale 4 m X 8 m = 32 m²)
- Les vannes de coupure et d'isolement des réseaux doivent faire l'objet de maintenance et de contrôle régulier, avec historisation des interventions
- Les voiries doivent être maintenues hors flux et ruissellement d'eau résultant de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie
- La surface de la rétention doit rester visible pour vérifier les niveaux de remplissage et éviter les débordements,
- le pompage dans la rétention doit être facilité par la présence d'un point bas sur le fond

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente des ressources en eau incendie extérieures à l'établissement.

Article 6.6.4 Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

1. l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
2. les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
3. les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
4. les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
5. la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
6. la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Article 6.6.5 Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe de première intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Ce personnel représente a minima 25% de l'effectif de l'établissement

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Article 6.6.6 Organisation

- L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) ou met à jour celui en vigueur sur le site sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers au plus tard à la mise en service de l'installation FGEN.

CHAPITRE 6.7 CONDITIONS D'EXPLOITATION EN PÉRIODE DE DÉMARRAGE, DE DYSFONCTIONNEMENT OU D'ARRÊT MOMENTANÉ

En application de l'article R 181-43 du Code de l'Environnement, les conditions d'exploitation de l'installation ou de l'activité en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané toutes les procédures sont testées et le fonctionnement des détections et barrières est vérifié avant mise en service des installations pouvant être à l'origine d'accident. En particulier, l'installation FGEN fait l'objet d'un audit complet.

TITRE 7 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS CONNEXES

CHAPITRE 7.1 INSTALLATIONS DE GÉNÉRATION DE FLUOR (UNITÉ FGEN)

Les installations de génération de fluor par électrolyse respectent les dispositions du présent titre 7.1 et les dispositions particulières de l'annexe 1 du présent arrêté. L'ensemble de ces dispositions sont vérifiées et opérationnelles à la mise en service des installations.

Dans le cadre de la création de l'unité de génération de fluor, l'exploitant :

- procède au retrait de 2 des 3 mélangeurs actuels, le dernier restant en secours de l'installation d'électrolyse
- procède à l'installation, sur l'aire actuelle de préparation du mélange d'un procédé de production du fluor par électrolyse conforme à son étude de dangers version du 29 juin 2021.

La capacité de production d'IPACKCHEM est limitée à 4000 kg de F2 par an pour 2 générateurs d'électrolyse d'une capacité unitaire de 250 g/h. Le mélange final sera du fluor (F2) à moins de 1 % dans de l'azote (N2) à 13 bars.

Les installations de distribution et de mise en œuvre du fluor au niveau des lignes de production ainsi que l'installation de neutralisation des mélanges gazeux F2/N2 non utilisés par le scrubber sont inchangés.

Un plan de maintenance de l'installation de production de Fluor est établi par l'exploitant en collaboration avec le constructeur de l'équipement. Ce plan de maintenance intègre la liste des contrôles internes et externes à réaliser et leur périodicité (contrôles des récipients de stockage, des conduites de transferts, compresseur, vannes...). Ce plan est transmis à l'inspection avant mise en service de l'unité FGEN.

L'unité FGEN est installée dans une enceinte clôturée accessible aux seules personnes autorisées.

7.1.1 Process de production et distribution de fluor

| PRODUIT MIS EN ŒUVRE | LOCALISATION | CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE / ÉTAPE PROCÉDÉ | ÉTAT PHYSIQUE | QUANTITÉ |
|---|--|--|------------------|--|
| Capacités de stockage de HF ou F ₂ /N ₂ | | | | |
| Fluorure d'hydrogène anhydre | Aire de réception Zone extérieure Fluor | Déchargement et installation du réservoir de transport dans le container | Gaz liquéfié | 750 kg |
| Fluorure d'hydrogène anhydre | Container réservoir de transport | Réservoir de transport de livraison dans container réfrigéré à 10°C | Liquide | 750 kg |
| Fluorure d'hydrogène anhydre | Container stockage | Réservoirs de stockage dans container production fluor sous 3 bars à 10°C | Liquide | 2 X 430 litres |
| Fluor (1,5%)/N ₂ | Container production fluor | 2 réservoirs d'équilibrage de 50 litres dans le container de production de fluor sous 13 bars à température ambiante | Gaz | 2 X 50 litres |
| Fluor (< 1%)/N ₂ | Zone extérieure Fluor | Buffer à l'extérieur 2 m ³ sous une pression de 9 bars à température ambiante | Gaz | 2 000 litres |
| Conduites de transfert | | | | |
| HF | Conduite de transfert depuis le réservoir de transport dans son container jusqu'aux réservoirs dans le container de production | Transfert par poussée à l'Azote sous 3 bars. Transfert en une seule fois après 24 heures de mise en température suite à la livraison du réservoir de transport sur site. L'opération de transfert dure environ 1 h | Liquide | 2 à 3 transferts par an Présence de HF dans la conduite pendant 1 h |
| HF | Conduite de transfert à l'intérieur du container entre les réservoirs et les cellules | Transfert sous 3 bars entre les réservoirs et les cellules | Liquide | |

| PRODUIT MIS EN ŒUVRE | LOCALISATION | CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE / ÉTAPE PROCÉDÉ | ÉTAT PHYSIQUE | QUANTITÉ |
|----------------------------|-----------------------|---|------------------|---|
| Le process | | | | |
| H ₂ | Cellule d'électrolyse | L'hydrogène est généré lors de la production du fluor (une mole de H ₂ pour une mole de F ₂) | Gaz | Production maximale de 26 g/h |
| Électrolyte | Cellule d'électrolyse | Maintenu liquide par chauffage à 85°C | Liquide | |
| HF | Cellule d'électrolyse | Alimentation sous pression d'azote à 3 bars depuis le réservoir de 430 litres associé | Liquide | Géré par automate en fonction du niveau dans les cellules |
| Mélange F ₂ /HF | Compresseur | Alimentation du compresseur depuis les cellules après passage dans un dépoussiéreur | Gaz | Compresseur alimenté au débit de production des cellules (maxi 250 g/h par cellule) |

| PRODUIT MIS EN ŒUVRE | LOCALISATION | CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE / ÉTAPE PROCÉDÉ | ÉTAT PHYSIQUE | QUANTITÉ |
|--|--|--|------------------|--|
| F ₂ | Conduite de transfert de F ₂ à l'intérieur du container entre les cellules et le compresseur | F ₂ gazeux (avec résidu de HF) à la pression d'aspiration du compresseur en aval | Gaz | Présence permanente du mélange dans les conduites |
| F ₂ | Conduite de transfert de F ₂ à l'intérieur du container entre le compresseur et le mélangeur azote | F ₂ gazeux (avec résidu de HF) à 14 bars | Gaz | Présence permanente du mélange dans les conduites de transfert |
| Mélange F ₂ /N ₂ | Conduite de transfert F ₂ /N ₂ entre le mélangeur et les réservoirs d'équilibrage | Mélange F ₂ /N ₂ < 1 % sous 9 bars | Gaz | Présence permanente du mélange dans les conduites de transfert |
| Mélange F ₂ /N ₂ | Conduite de transfert de F ₂ /N ₂ entre les réservoirs d'équilibrage et la sortie du container | Mélange F ₂ /N ₂ < 1 % sous 9 bars | Gaz | Présence permanente du mélange dans les conduites de transfert |
| Mélange F ₂ /N ₂ | Conduite de transfert de F ₂ /N ₂ entre le container et le Buffer puis entre le Buffer et le bâtiment | Mélange F ₂ /N ₂ < 1 % sous 9 bars | Gaz | Présence permanente du mélange dans les conduites de transfert |
| Mélange F ₂ /N ₂ | Réseau de distribution à l'intérieur de l'atelier | Mélange F ₂ /N ₂ < 1 % sous 9 bars | Gaz | Présence permanente du mélange dans les conduites de transfert |

Article 7.1.2 Réception, stockage et emploi d'acide fluorhydrique anhydre

Les livraisons sont limitées à un seul réservoir de transport de 750 kg d'acide fluorhydrique anhydre à raison de 3 livraisons par an.

Lors de la livraison, l'exploitant dispose, avant déchargement du réservoir de transport d'acide fluorhydrique anhydre, des éléments justificatifs attestant que l'ensemble (véhicule et citerne, y compris le conteneur-citerne) a bien subi, dans le respect des délais, la totalité des visites, contrôles et épreuves requis par la réglementation ; à cet effet il contrôle les attestations assurant que les livraisons d'acide fluorhydrique anhydre se font dans le respect de la réglementation ADR.

Il est procédé à un contrôle rigoureux du véhicule et de son chargement lors de leur entrée sur le site industriel, comprenant notamment :

- Un contrôle visuel afin de s'assurer de l'absence d'anomalie
- La vérification de la signalisation et du placardage : l'accès au site est interdit sans ces éléments
- La vérification, dès que possible, de l'utilisation de la citerne dans la gamme pour laquelle elle a été conçue (niveau de remplissage y compris) par contrôle du bon de livraison à l'arrivée sur site

Le véhicule de transport est immobilisé hors de l'unité FGEN à son arrivée, pour déchargement immédiat.

La livraison du réservoir HF est obligatoirement une opération programmée, la date et la tranche horaire de la livraison étant fixée à l'avance. Une équipe dédiée assure la réception dès l'arrivée du camion et opère le contrôle de réception, le déchargement et la mise en sécurité au sein du container. Le véhicule reste sous surveillance continue suite à son immobilisation à l'intérieur du site et pendant une durée suffisante pour que l'exploitant puisse s'assurer qu'il n'existe pas de risque d'incendie (notamment feu de freins et de pneus).

Les zones d'attente ou de stationnement disposent de détecteurs de gaz toxiques, dont le nombre et la disposition sont issus d'une étude réalisée par l'exploitant et tenant compte des caractéristiques du gaz toxique

Une rétention (100L) avec de la dolomite sous la zone de raccordement du réservoir de transport est disposée pour recueillir et neutraliser les potentiels écoulements.

L'exploitant, dans le cadre de son système de suivi, met en place les moyens pour :

- S'assurer que chaque enceinte sous pression fonctionne dans la gamme des paramètres pour lesquelles elle a été conçue (température, pression, produit, ...)
- Contrôler que les spécificités de l'enceinte permettant la fonction de confinement et les organes de sécurité sont correctement maintenus dans le temps. Le plan de suivi est établi et précise les moyens à mettre en place pour atteindre cet objectif
- Le plan de suivi fasse apparaître une durée de vie de l'enceinte, période au-delà de laquelle le maintien en service pour une nouvelle durée déterminée est soumis à un nouvel examen au moins aussi poussé que celui effectué lors de la mise en service
- l'exploitant met en place un plan de maintenance préventive des équipements et des organes de sécurité qui répond aux exigences d'un plan de suivi d'équipements sous pression.

Les Capacités de stockage de stockage d'acide fluorhydrique anhydre liquide sont limitées à deux réservoirs (2 x 430L) sur rétention (2 x 460L). Le volume total d'acide fluorhydrique anhydre présent sur site est limité à 900 litres (soit réservoir de transport plein et résiduel présent dans VL1001 et VL1002)

Un réservoir de recyclage de HF de 200L (sur rétention de 250L avec dolomite) est installé sous le container de production, côté stockage, associé à un dispositif permettant la vidange totale et le re-transfert vers le réservoir de transport de l'ensemble du AHF contenu dans les réservoirs, canalisations et rétentions.

Des détecteurs de HF/fluor, en nombre suffisant, équipent la zone d'implantation de l'unité FGEN et l'ensemble des compartiments des containers, permettant une mise en sécurité rapide de l'installation et une alerte du personnel.

Les containers sont étanches aux produits qu'ils contiennent. Ils sont raccordés au laveur (scrubber). L'indisponibilité du laveur entraîne l'arrêt de toutes les opérations dans l'unité FGEN.

En cas de perte d'utilité, il est remédié à l'arrêt du refroidissement sur les containers contenant le fluorure d'hydrogène par le déclenchement automatique d'un groupe électrogène de secours pour maintenir en froid les containers. La disponibilité de cet équipement est permanente et contrôlée autant que nécessaire. Tout dysfonctionnement entraîne la mise en sécurité des installations.

Article 7.1.3 Dispositions particulières avant démarrage de l'unité FGEN

La mise au point du procédé se déroule en deux phases :

- une phase "à froid" : toutes les procédures sont testées sans présence de HF ni de Fluor. Les sécurités seront testées durant cette phase
- une phase "à chaud" avec le mise en œuvre d'acide fluorhydrique anhydre, pour le réglage fin du générateur ; les sécurités sont opérationnelles pour cette phase

Le constructeur de l'unité sera présent pendant toute cette période, durant laquelle les procédures sont précisées, le personnel est formé à la réception/installation du tank de HF, à la conduite de l'unité et à la sécurité des installations.

L'exploitant rend compte à l'inspection du déroulement des deux phases en mentionnant les difficultés rencontrées et les mesures prises pour y remédier.

L'exploitant transmet à l'inspection, avant démarrage de l'installation, une note démontrant que les mesures mises en place répondent aux caractéristiques d'une mesure de maîtrise des risques de l'arrêté du 29/09/2005 et actualisera le document listant les mesures de maîtrise des risques prévues dans son dossier, y compris l'annexe confidentielle, et celles reportées au présent article et à l'annexe 1 du présent arrêté.

CHAPITRE 7.2 STOCKAGE ET TRANSFORMATIONS DE MATIÈRES PLASTIQUES

Article 7.2.1 Règles d'implantation

Stockages intérieurs et ateliers de transformation

Les installations de transformation et de stockage doivent être implantées à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété.

Le stockage devra être divisé en plusieurs volumes unitaires (îlots). Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage.

Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

Les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble sont stockés sur des îlots séparés d'au moins 3 mètres.

La hauteur des stockages ne doit pas excéder 6 mètres. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.

Stockages extérieurs de matières plastiques

le stockage devra être divisé en plusieurs volumes unitaires (îlots), d'une surface maximale de 1200 m² et de hauteur maximale 3,30 m.

Ces îlots seront éloignés

- des limites de propriété du site d'une distance minimale de 40 m.
- du hall "sud" par une distance de 20 m ou un mur coupe-feu de degré 2h d'une hauteur de 7 m.

Un marquage au sol matérialisera ces distances.

Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

Stockage extérieur de palettes

Le stockage de palettes est éloigné d'au moins 10 m des silos de matières premières et des bâtiments

Article 7.2.2 Comportement au feu des bâtiments

Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture dans les bâtiments dans lesquels sont entreposées des matières plastiques et l'unité de broyage.

La surface d'exutoires mécaniques doit représenter a minima 0.5 % de la surface géométrique de la couverture.

D'autre part, ces dispositifs sont isolés sur une distance d'1 mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux M0. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.

Toutes dispositions doivent être prises pour que l'ouverture automatique ou manuelle des exutoires de

fumée et de chaleur n'intervienne que postérieurement à l'opération d'extinction par le système d'extinction automatique.

La surface dédiée à l'éclairage zénithal n'excède pas 10 % de la surface géométrique de la couverture. Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 21 novembre 2002 modifié relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement.

Pour toutes les extensions futures, les locaux abritant les installations devront présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe A1 ou A2 s1 d1 selon NF EN 13 501-1 ;
- murs extérieurs et murs séparatifs REI 60 (coupe-feu de degré 1 heure) ;
- planchers REI 60 (coupe-feu de degré 1 heure) ;
- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 60 (coupe-feu de degré 1 heures).

(R : capacité portante, E : étanchéité au feu, I : isolation thermique.).

Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF(t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieur à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1).

Article 7.2.3 Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

Article 7.2.4 Eclairage artificiel et chauffage des locaux

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes sont éloignés des produits stockés afin d'éviter leur échauffement.

Des méthodes indirectes et sûres telles que le chauffage à eau chaude, à la vapeur ou à air chaud dont la source se situera en dehors des "zones de production et de stockage" doivent être utilisées.

L'utilisation de convecteurs électriques, de poêles, de réchauds ou d'appareils de chauffage à flamme nue est interdite. Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles. Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des "zones de production et stockage".

CHAPITRE 7.3 INSTALLATIONS DE RÉFRIGÉRATION ET DE COMPRESSION

Article 7.3.1 Groupes froid

Le site est équipé de 6 groupes froid pour une puissance totale de **600 kW**. 5 compresseurs d'air représentent 1470KW de puissance électrique.

Les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés doivent être disposés de façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au-dehors sans qu'il en résulte d'inconfort pour le voisinage.

Article 7.3.2 Ventilation

La ventilation doit être assurée, si nécessaire, par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Article 7.3.3 Issues de secours

Les locaux doivent être munis de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation rapide du personnel.

Article 7.3.4 Prescriptions relatives à l'utilisation de CFC, de HFC et de HCFC

Il est interdit d'utiliser des fluides frigorigènes à base de CFC pour effectuer la maintenance d'équipement. On entend par maintenance toute opération qui implique une ouverture du circuit frigorifique, et en particulier le retrait, la charge, le remplacement d'une pièce du circuit et, dans certains cas, la réparation de fuite.

Les installations sont conduites, équipées et entretenues conformément aux dispositions des articles R. 543-75 et suivants du code de l'environnement. Les contrôles sont effectués conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 mai 2007 relatif au contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques.

Lors de la charge, de la mise en service, de l'entretien ou du contrôle d'étanchéité d'un équipement, s'il est nécessaire de retirer tout ou partie du fluide frigorigène qu'il contient, l'intégralité du fluide ainsi retiré doit être récupérée. Lors du démantèlement d'un équipement, le retrait et la récupération de l'intégralité du fluide frigorigène sont obligatoires.

L'exploitant est tenu de faire procéder à la charge du circuit en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur ce circuit qui nécessite une intervention sur le circuit contenant des fluides frigorigènes, par un opérateur remplissant les conditions prévues aux articles R. 543-99 à R. 543-107 du code de l'environnement.

Article 7.3.5 Contrôle d'étanchéité

Pour chaque circuit dont la charge en fluide frigorigène est supérieure à deux kilogrammes, l'exploitant fait procéder, lors de sa mise en service, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur remplissant les conditions aux articles R. 543-99 à R. 543-107 du code de l'environnement. Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 7 mai 2007 relatif au contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques.

Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement.

Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, le détenteur de l'équipement, à partir du constat remis par l'opérateur, prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée. Pour les circuits contenant plus de trois cents kilogrammes de fluides frigorigènes, l'opérateur adresse une copie de ce constat au représentant de l'Etat dans le département.

Toute opération de recharge en fluide frigorigène de circuits présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.

Le détenteur d'un circuit contenant plus de trois kilogrammes de fluide frigorigène conserve pendant au moins cinq ans les documents attestant que les contrôles d'étanchéité ont été réalisés, constatant

éventuellement l'existence de fuites et faisant état de ce que les réparations nécessaires ont été réalisées, et les tient à disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'inspection des installations classées.

Article 7.3.6 Fiche d'intervention

Pour tout circuit dont la charge en fluide frigorigène est supérieure à trois kilogrammes, une fiche d'intervention, établie et visée par l'opérateur pour chaque intervention nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuées sur un circuit, est signée par le détenteur de l'équipement qui en conserve l'original. Cette fiche est conservée pendant une durée d'au moins cinq ans par le détenteur de l'équipement qui la tient à disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'inspection des installations classées.

Le détenteur de l'équipement vérifie que cette fiche mentionne les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité prévue aux articles R. 543-99 à R. 543-107 du code de l'environnement, ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée. Elle indique la nature, la quantité et la destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans cet équipement.

L'exploitant tient un registre contenant, par circuit, les fiches d'intervention classées par ordre chronologique.

Les documents, fiches et registres prévus à cet article peuvent être établis sous forme électronique.

Article 7.3.7 Opérations de dégazage

Toute opération de dégazage dans l'atmosphère d'un fluide frigorigène est interdite, sauf si elle est nécessaire pour assurer la sécurité des personnes. Le détenteur de l'équipement prend toute disposition de nature à éviter le renouvellement de cette opération.

Les opérations de dégazage ayant entraîné ponctuellement une émission de plus de 20 kilogrammes de fluides frigorigènes ou ayant entraîné au cours de l'année civile des émissions cumulées supérieures à 100 kilogrammes sont portées à la connaissance du préfet dans le département et à l'inspection des installations classées par le détenteur de l'équipement dans les meilleurs délais.

Un rapport est transmis simultanément par l'exploitant préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas trois semaines. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'opération de dégazage, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire.

Selon la nature et la quantité de fluide frigorigène rejeté, l'exploitant pourra être soumis à l'arrêté ministérielle du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration des émissions polluantes et de déchets des installations classées soumises à autorisation en ce qui concerne les opérations de dégazage visées ci-dessus.

CHAPITRE 7.4 STOCKAGE DE GAZ INFLAMMABLE LIQUÉFIÉ :

En complément aux prescriptions générales, les prescriptions suivantes sont applicables au dépôt aérien de propane en réservoir aérien.

Article 7.4.1 Implantation

Le réservoir doit être implanté à plus de 5 mètres des limites de propriétés appartenant à un tiers.
En outre, les distances minimales d'éloignement suivantes doivent être respectées entre les orifices des soupapes ou les orifices de remplissage du réservoir et différents emplacements :

| EMPLACEMENTS | DISTANCE (en m) |
|--|--------------------|
| ERP de 1re à 4e catégorie et ERP de 5e catégorie | 10 |
| Ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation | 5 |
| Appareils de distribution d'hydrocarbures liquides | 7.5 |
| Appareils de distribution d'hydrocarbures liquéfiés | 9 |
| Aires d'entreposage de matières inflammables, combustibles ou comburantes | 10 |
| Bouches de remplissage et évents d'un réservoir aérien ou enterré d'hydrocarbures liquides | 10 |
| Parois d'un réservoir aérien d'hydrocarbures liquides | 10 |
| Parois d'un réservoir enterré d'hydrocarbures liquides | 3 |

Article 7.4.2 Règles de construction

Les réservoirs aériens fixes doivent être implantés au niveau du sol ou en superstructure.
Les réservoirs doivent reposer de façon stable par l'intermédiaire de berceaux, pieds ou supports construits de sorte à éviter l'alimentation et la propagation d'un incendie. Les fondations, si elles sont nécessaires, seront calculées pour supporter le poids du réservoir rempli d'eau. Une distance d'au moins 0,10 mètre doit être laissée libre sous la génératrice inférieure du réservoir.
Un espace libre d'au moins 0,6 mètre de large en projection horizontale doit être réservé autour de tout réservoir fixe aérien raccordé.
Toutes les vannes doivent être aisément manoeuvrables par le personnel.
Les réservoirs doivent être amarrés s'ils se trouvent sur un emplacement susceptible d'être inondé et l'importance du dispositif d'ancrage doit tenir compte de la poussée éventuelle des eaux.
Les parois de deux réservoirs raccordés doivent être séparées d'une distance suffisante pour permettre la réalisation aisée de l'entretien et de la surveillance périodique des réservoirs. Cette distance ne peut pas être inférieure au demi-diamètre du plus grand des deux réservoirs.
Les réservoirs, ainsi que les tuyauteries et leurs supports devront être efficacement protégés contre la corrosion.
La tuyauterie de remplissage et la soupape doivent être en communication avec la phase gazeuse du réservoir.

MISE À LA TERRE

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

En particulier, les réservoirs fixes doivent être mis à la terre par un conducteur dont la résistance doit être inférieure à 100 ohms. L'installation doit permettre le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur avec le réservoir fixe.

ISOLEMENT DU RÉSEAU DE COLLECTE

Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site l'écoulement accidentel de gaz liquéfié. Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs.

DISPOSITIFS DE SÉCURITÉ

Les réservoirs fixes composant l'installation doivent être conformes à la réglementation des équipements sous pression en vigueur. Ils doivent être munis d'équipements permettant de prévenir tout sur remplissage. L'exploitant de l'installation doit disposer des éléments de démonstration attestant que les réservoirs fixes disposent des équipements adaptés pour prévenir tout sur remplissage à tout instant. Ces équipements peuvent être des systèmes de mesures de niveaux, de pression ou de température.

Un dispositif d'arrêt d'urgence doit permettre de provoquer la mise en sécurité du réservoir et de couper l'alimentation des appareils d'utilisation du gaz inflammable qui y sont reliées.

Les tuyauteries alimentant des appareils d'utilisation du gaz à l'état liquéfié doivent être équipées de vannes automatiques à sécurité positive. Ces vannes sont notamment asservies au dispositif d'arrêt d'urgence prévu à l'alinéa précédent. Elles sont également commandables manuellement.

Les tuyauteries reliant un stockage constitué de plusieurs réservoirs sont équipées de vannes permettant d'isoler chaque réservoir.

Les orifices d'échappement des soupapes des réservoirs doivent être munis d'un chapeau éjectable (ou d'un dispositif équivalent). Le jet d'échappement des soupapes doit s'effectuer de bas en haut, sans rencontrer d'obstacle et notamment de saillie de toiture.

Les bornes de remplissage déportées doivent comporter un double clapet (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) à son orifice d'entrée, ainsi qu'un dispositif de branchement du câble de liaison équipotentielle, du véhicule ravitailleur. Si elles sont en bordure de la voie publique, elles doivent être enfermées dans un coffret matériaux de classe A1 (incombustible) et verrouillé.

MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Les moyens de secours sont au minimum constitués de :

- deux extincteurs à poudre ;
- d'un poste d'eau (bouches, poteaux, ...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres du stockage, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.), et d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
- d'un tuyau et d'une lance dont le robinet de commande est d'un accès facile en toute circonstance ;

SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

CONTRÔLE DE L'ACCÈS

Les personnes non habilitées par l'exploitant ne doivent pas avoir un accès libre au stockage. De plus, en l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage doit être rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou casiers verrouillables).

Les organes accessibles de soutirage, de remplissage et les appareils de contrôle et de sécurité, à l'exception des soupapes, des réservoirs fixes doivent être protégés par une clôture ou placés sous capots maintenus verrouillés en dehors des nécessités du service.

Dans la zone prévue à cet effet (cf. point 4.2), l'exploitant s'assure que le conducteur du camion ravitailleur (camion-citerne ou camion porte-bouteilles) inspecte l'état de son camion à l'entrée du site avant de procéder aux opérations de chargement ou de déchargement de produit.

RAVITAILLEMENT

Les opérations de ravitaillement doivent être effectuées conformément aux dispositions prévues par le règlement pour le transport des marchandises dangereuses. Le véhicule ravitailleur doit se trouver à au moins 3 mètres des réservoirs fixes de capacité strictement inférieure à 15 tonnes, et à au moins 5 mètres en cas de capacités supérieures. De plus les véhicules de transport sont conformes aux dispositions de la réglementation relative au transport des marchandises dangereuses.

Toute action visant à alimenter un réservoir sera interrompue dès l'atteinte d'un taux de remplissage de 85 %.

Les flexibles utilisés pour le ravitaillement des réservoirs fixes sont conçus et contrôlés conformément à la réglementation applicable en vigueur.

Un dispositif doit permettre de garantir l'étanchéité du flexible et des organes du réservoir en dehors des opérations de ravitaillement.

Le sol de l'aire de stationnement du véhicule ravitailleur doit être matériaux de classe A1 (incombustible) ou en revêtement bitumineux de type routier.

TITRE 8 - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 8.1 CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

ARTICLE 8.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°. »

ARTICLE 8.3 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de St-Étienne, et son antenne de St-Victor sur Loire et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de St-Étienne, et son antenne de St-Victor sur Loire pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est

dressé par les soins du maire et sera adressé à la Direction départementale de la protection des populations – Service environnement et prévention des risques ;


3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : St-Étienne, St-Victor sur Loire, St-Genest Lerpt, Roche la Molière, St-Just St-Rambert.

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 8.4 EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture de la Loire, le Directeur départemental de la protection des populations, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de St-Étienne et à la société IPACKCHEM.

St-Étienne, le 20 AVR. 2023

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop at the top and several sweeping strokes below.

Le Préfet

Alexandre ROCHATTE

Société IPACKCHEM
La Croix des Sagnes
42230 SAINT VICTOR SUR LOIRE
Mairie de Saint Etienne
DREAL UID 42/43
Archives

Annexe 1 « prescriptions particulières relatives à l'installation FGEN et à son fonctionnement »

I. Mesures de maîtrise des risques

I.1. Maîtrise du risque lié à la réception du tank de HF sur site :

Des mesures particulières, donnant lieu à une procédure spécifique, sont prises lors de la réception du réservoir de transport afin de limiter les risques lors des phases de livraison et de mise en place du réservoir dans son container dédié :

- Le camion de livraison reste hors de la zone grillagée de l'unité Fluor
- Le réservoir est pris en charge par un engin de manutention de type chariot électrique, seul véhicule autorisé dans la zone grillagée lors de ces opérations, et stationné hors de la zone grillagée en dehors des périodes de livraison
- présence humaine obligatoire durant les phases de livraison : le conducteur du chariot électrique, formé et habilité au transport de matières dangereuses, le conducteur du camion de livraison, lui aussi habilité TMD, et un superviseur formé Ipackchem
- Pour les opérations de déchargement du vaisseau du camion de livraison, conception du vaisseau pour le transport de matières dangereuses. Equipement de la zone fluor de systèmes de neutralisation.
- distance parcourue par le chariot électrique au sein de l'unité Fluor très réduite, le container de transport/stockage se trouvant à l'entrée de l'unité Fluor (durée des opérations estimée à un quart d'heure maximum, 2 à 3 fois par an), aire de dépotage dédiée devant le container recevant le réservoir de transport ; fourche du chariot maintenue en position basse, réservoir positionné à moins d'1m de haut dans le container pour limiter le risque d'accrochage de tuyauterie en hauteur)

I.2. Maîtrise du risque lié à la production de fluor et d'hydrogène

Les installations respectent les meilleures technologies disponibles pour l'activité de production de fluor :

- les deux cellules de production par électrolyse du générateur sont maintenues à des températures supérieures à 85°C. En deça de cette température, l'électrolyte se solidifie d'où l'absence de fuite au niveau des cellules des générateurs, l'électrolyte solide colmaterait cette fuite.
- Redondance de la climatisation qui maintient la température du générateur et du réservoir tampon. Le non-fonctionnement des climatisations ne met en aucun cas l'installation, cuves ou tuyauteries en danger : tous les composants résistent à des pressions de 15 bars, bien supérieures à la pression de vapeur en phase liquide / gaz à 50°C.
- contrôle à distance de l'unité de production du fluor avec électricité secouru par le groupe électrogène.
- Report d'alarme au niveau du système centralisé de l'usine situé en atelier où le personnel est permanent
- aspiration constante dans les containers du générateur de fluor et du stockage de la cuve de transport pour aspirer tous les effluents éventuels vers le laveur (scrubber).
- chauffe des cuves d'électrolyse par résistance électrique dont l'électricité sera secouru par une groupe électrogène
- Isolation thermique des containers en relation avec les besoins de refroidissement
- Utilisation de moteurs à haute performance
- Utilisation d'un petit compresseur adapté au pilote
- Production de fluor en fonction des besoins de l'atelier, pilotée par variation de fréquence
- Containers et équipements hermétiques et résistants au fluor
- Bacs de rétention équipés de pompes pour évacuer le liquide des bacs
- Les containers seront raccordés au scrubber en permanence.
- Les équipements respecteront le programme d'inspection des équipements sous pression

- Système sans inertie : en l'absence de courant, arrêt de l'électrolyse : Absence de risque d'emballement
- Système de refroidissement intégré aux containers qui sera secouru par le groupe électrogène en cas de coupure de courant
- Installation conçue pour résister à la pression

La production de l'hydrogène est liée à la production de fluor. La mise à l'arrêt de l'installation induit l'arrêt immédiat de la production d'hydrogène. L'alimentation en azote est assurée à partir de 2 réservoirs cryogéniques de 36,45 T et 40,3 T. Le risque associé est maîtrisé par tous dispositifs utiles et au minimum par :

- dilution directe de l'hydrogène produit dans le générateur de Fluor avec de l'azote
- installation de capteurs de pression d'azote permettent de s'assurer de la disponibilité de celui-ci. En cas de chute de pression d'azote sur le réseau du site ou dans le générateur de fluor, report du signal à l'automate et mise en sécurité de l'installation.
- une ventilation appropriée du container de fabrication, notamment par des bouches en partie haute de telle sorte que l'accumulation d'hydrogène dans le container n'est pas possible (la LIE de 4% ne doit pas pouvoir être atteinte compte tenu de la ventilation naturelle et du débit d'hydrogène généré)
- Bien que l'accumulation d'hydrogène ne soit pas attendue dans le container, les équipements, dont le moteur du compresseur, respectent la réglementation ATEX.

1.3. Maîtrise du risque lié à la mise en œuvre d'acide fluorhydrique

Le risque associé à la mise en œuvre d'acide fluorhydrique est maîtrisé par tous dispositifs utiles et au minimum par :

- Equipements fonctionnant à pression atmosphérique. Les containers seront mis en dépression et reliés au scrubber. En cas de dysfonctionnement du scrubber (lié à la défaillance du ventilateur), la production de fluor est stoppée.
 - Les rétentions présentes sous chacun des réservoirs de stockage (citerne de transport et réservoirs intermédiaires V1001, V1002), de HF (volume : 460 L unitaire) sont en acier doux. Les bacs de rétention Tray 1001 et Tray 1002 sont en acier inoxydable
 - Le réservoir de recyclage V 3004 vers lequel est dirigé le HF liquide issu des phases de condensation et d'électrolyse est situé dans le même compartiment réfrigéré et situé sous les rétentions Tray 1001 et Tray 1002 (volume : 2000 L) est en acier doux
 - une fermeture automatique des bouches de ventilation en cas de détection de HF (asservissement à la détection) et pour orientation des flux vers le scrubber par enclenchement du système d'extraction d'air
 - présence de détecteurs de HF dans les 3 compartiments ; la détection déclenche la mise en sécurité de l'installation et l'extraction de l'atmosphère du compartiment défaillant vers le scrubber
 - les détecteurs HF sont des capteurs SIL2. Sur défaillance d'un capteur, la détection entraîne automatiquement la mise en sécurité de l'installation et l'extraction vers le scrubber
 - en cas de défaillance ou de fuite sur un réservoir, le système permet de vidanger celui-ci, par poussée d'azote, vers la citerne de transport DDL-VL-001 qui est vidée après le raccordement sur site et qui reste connectée et vide.
- (déclenchement par opérateur avec procédure et formation associée)
- redondance des climatiseurs (groupes froids) pour chaque compartiment (compartiment de stockage de la citerne de transport et compartiment cuves de stockage V1001, V1002, V3004)
- Ils fonctionnent en alternance et sont secourus par le groupe électrogène en cas de coupure d'énergie
- en cas de défaillance d'un climatiseur, ou si la température atteint ~15°C, mise à l'arrêt de la production et déclenchement d'une alarme Visuelle et sonore avec report d'information sur la centrale
 - des ventilateurs assurant un débit d'air permanent autour des cellules d'électrolyse. Ce débit d'air permet d'éviter toute accumulation d'hydrogène dans le container

- Système de détection de type DRÄGER avec fermeture des vannes automatiques et les gaz sont évacués au scrubber
- une légère dépression est assurée par un compresseur dans le réseau Fluor. Le défaut de fonctionnement du compresseur est détectable par capteurs de pression sur le réseau Fluor. Ce défaut (dépression non maintenue sur le réseau Fluor) déclenche automatiquement la mise en sécurité de l'installation
- mise en sécurité de l'installation en cas d'augmentation de la pression dans les cellules(Générateurs F2001 et F2002
- absence de source d'augmentation de pression au niveau des générateurs hors production de Fluor. La mise en sécurité de l'installation entraîne l'arrêt de la production de Fluor et stoppe l'augmentation de pression
- maintien de l'électrolyte à l'état liquide par circulation d'air dans l'anode et autour de la cuve du générateur (pour fonctionner, le système de production de fluor doit être chauffé). Toute défaillance entraîne l'arrêt de l'installation, la solidification de l'électrolyte et en conséquence l'arrêt de la production de Fluor.
- redondance sur le système de contrôle du niveau d'électrolyte dans le générateur (contrôle de niveau dans le réservoir de dilution du HF avec l'électrolyte : système anti-débordement et contrôle du niveau d'électrolyte dans le réservoir principal pour assurer en permanence la séparation entre le fluor et l'hydrogène
- redondance dans le contrôle d'alimentation de HF :
 - capillaire d'alimentation avec un débit de quelques grammes par heure contrôlé par vanne à aiguille (vanne pilotée en fonction de la demande du process)
 - capteur supplémentaire de niveau haut du HF stoppe l'alimentation en HF par arrêt de la poussée à l'azote.
- par conception :
 - Le container de production fait l'objet d'un traitement thermique en façade (isolant)
 - Les réservoirs de 430 L et tuyauteries de AHF sont en acier inoxydable faible en carbone (SS316L) et sont conçus pour résister à plus de 100°C et 15 bars
- La circulation des fluides dans l'unité Fluor est assurée par poussée d'azote. En cas de fuite de HF ou de Fluor, la chute de pression entraîne la mise en sécurité de l'installation et l'arrêt de la poussée d'azote (sans action mécanique), stoppant tout déplacement de fluide et toute alimentation de fuite

1.4 Maîtrise du risque lié au transfert d'acide fluorhydrique par tuyauteries

- pilotage du transfert entre le réservoir de transport et les réservoirs par automate une fois toutes les connections et opérations de contrôle réalisées par les opérateurs conformément à la procédure. Un contrôle automatique de niveau dans les réservoirs de réception permet de stopper le transfert.
- transfert et production impossibles lorsque les portes des containers sont ouvertes, l'automate des installations passant automatiquement en mode sans échec (« safe mode »)
- maintien du HF à l'état liquide par refroidissement à 10°C même si le réservoir de transport et les réservoirs sont conçus pour résister à la pression générée par le Fluor soumis à une température ambiante. Le fluore d'hydrogène est donc toujours à l'état liquide et non à l'état de gaz liquéfié . Le HF, stocké à l'état liquide dans les cuves refroidie VF1001 et VF1002, est poussé par très petites quantités et injecté dans l'électrolyte avec lequel il se mélange pour compenser le HF consommé pour produire du F2. La température du compartiment de stockage est contrôlée. Tout défaut déclenche l'alarme, mais l'augmentation de la température n'entraîne pas une perte de confinement du HF car les réservoirs étant éprouvés à 15 bars, ils résistent à la pression engendrée par une température supérieure à 100°C.
- le maintien à l'état liquide du HF par température contrôlée à 10°C facilite les manipulations entre le réservoir de transport et les réservoirs de stockage ; un suivi de température est assuré dans les compartiments de stockage, via les groupes froids, avec remontée de l'information au pilote de sécurité
- la tuyauterie reliant le réservoir de transport aux réservoirs de stockage passe en aérien à une hauteur

de 2,1m environ, entre les deux containers et à l'écart des zones de circulation de l'unité Fluor, et ne représente qu'une longueur de 1 ml, ce qui évite tout risque de choc mécanique

- par conception :

- Les tuyauteries aériennes de transfert du AHF entre le réservoir de transport et les réservoirs sont placées dans une gaine (acier doux S355JR ductile et résistant à l'impact) afin d'assurer la récupération du HF liquide en cas de fuite et son confinement à l'intérieur des containers de réception des réservoirs de transport et de process en cas de besoin
- Il n'y a aucun raccord ou piquage en partie basse des réservoirs : toutes les tuyauteries se trouvent en partie haute.

1.5 Maîtrise du risque Fluor/HF par fonctionnement du scrubber :

Le scrubber est un élément très important pour la sécurité des installations, qu'il s'agisse de celles préexistantes (fluoration à l'extrusion-soufflage) ou du nouveau procédé FGEN. Les mesures de maîtrise suivantes doivent être opérationnelles en toute circonstance :

- Mise en sécurité de l'installation en cas de dysfonctionnement du scrubber (arrêt du moteur ou coupure d'énergie) : fermeture d'un relais et renvoi du signal à l'automate pour la mise en sécurité de l'installation
- secours électrique du système d'extraction vers le scrubber par le groupe électrogène et le ventilateur est redondance de la ventilation par la présence d'un second ventilateur, lui aussi secouru électriquement
- Le scrubber (SS316L) est dimensionné pour un débit de 6000 Bm³/h (m³ à pression de service) et alimenté en CaCO₃ depuis un silo de 15 m³ équipé d'une alarme de niveau bas

II. Procédures, Consignes et modes opératoires

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit et s'assure de la mise en œuvre des procédures, consignes et modes opératoires spécifiques de l'activité de stockage et mise en œuvre d'acide fluorhydrique sur son site et en particulier :

II.1. Information et formation des travailleurs

- Le personnel est instruit des risques présentés par le fluorure d'hydrogène (acide fluorhydrique) et les solutions aqueuses d'acide fluorhydrique, des précautions à observer, des mesures d'hygiène à mettre en place ainsi que des mesures d'urgence à prendre en cas d'accident.
- Les opérateurs sont formés à la manipulation des moyens d'extinction (extincteurs, robinet d'incendie armé...).
- L'exploitant s'assure du respect de conditions d'hygiène et des interdictions particulière (fumer, vapoter, boire ou manger)

II.2. Manipulation

- Les vidanges, transvasements, dilutions, dissolutions d'acide fluorhydrique sont effectués
 - sans intervention humaine si l'on excepte le transfert du réservoir de transport vers le container de stockage
 - dans le respect des procédures de sécurité
- Toute opération industrielle mettant en œuvre de l'acide fluorhydrique ou du fluor s'effectue en système clos
- Une aspiration des aérosols et vapeurs est opérationnelle à leur source d'émission, ainsi qu'une ventilation des lieux de travail conformément à la réglementation en vigueur

- Le nombre de personnes exposées au fluorure d'hydrogène (et à ses solutions aqueuses éventuelle) est réduit au minimum que les conditions de sécurité exigent
- L'exposition atmosphérique des salariés au fluorure d'hydrogène est contrôlée annuellement par un organisme accrédité. Les espaces dans lesquels le fluorure d'hydrogène (et les solutions aqueuses d'acide fluorhydrique le cas échéant) sont stockés et/ou manipulés doivent faire l'objet d'une signalisation appropriée (pictogrammes de dangers sur les containers et les réservoirs)
- Les travaux sur ou dans des cuves et réservoirs contenant ou ayant contenu du fluorure d'hydrogène ou des solutions aqueuses d'acide fluorhydrique sont effectués dans le respect des procédures de sécurité
- Toute autre source d'exposition par contamination accidentelle (remise en suspension dans l'air, transfert vers l'extérieur ou contact cutané) est prévenue par nettoyage régulier des locaux et postes de travail.

II.3. Équipements de Protection Individuelle (EPI)

- Le choix des EPI est adapté en fonction des conditions au poste de travail et de l'évaluation des risques professionnels. Ils ne doivent pas être source d'électricité statique (chaussures antistatiques, vêtements de protection et de travail dissipateurs de charges). Une attention particulière sera apportée lors du retrait des équipements afin d'éviter toute contamination involontaire. Ces équipements seront éliminés en tant que déchets dangereux.
- Les Appareils de protection respiratoire sont adaptés au risque propre aux substances stockées et mises en œuvre si un appareil filtrant peut être utilisé, il doit être muni d'un filtre de type BE2P3 lors de la manipulation de fluorure d'hydrogène et de ses solutions aqueuses
- Quand l'utilisation de vêtements de protection est nécessaire (en complément du vêtement de travail), leurs choix dépendent de l'état physique de la substance. Seul le fabricant peut confirmer la protection effective d'un vêtement contre la substance
- La nature des protections oculaires pouvant être utilisées lors de la manipulation de la substance est conforme à la rubrique 8 « Contrôles de l'exposition / protection individuelle » de la FDS

II.4. Stockage

- Les installations sont protégées de la chaleur, et maintenues à l'écart des surfaces chaudes, de toute source d'inflammation (étincelles, flammes nues, rayons solaires...) et des produits incompatibles tels que les bases fortes.
- Les locaux sont exempts de tout métal ou objet métallique susceptible de réagir avec dégagement d'hydrogène au contact du fluorure d'hydrogène et de ses solutions aqueuses.
- Toutes les dispositions sont prises pour s'assurer de la compatibilité des matériaux des récipients de stockage avec le fluorure d'hydrogène et ses solutions aqueuses. Les articles en verre sont proscrits dans le secteur FGEN
- Tous les contenants (réservoirs, tuyauteries) sont étiquetées conformément à la réglementation.
- Le sol des locaux est imperméable et forme une cuvette de rétention afin qu'en cas de déversement, le fluorure d'hydrogène et ses solutions aqueuses ne puissent se répandre au dehors.
- Le matériel électrique et non-électrique, y compris l'éclairage et la ventilation, sont en conformité avec la réglementation concernant les atmosphères explosives.
- Dans et à proximité immédiate des containers et de zone FGEN sont disposés des moyens

d'extinction adaptés à l'ensemble des produits stockés.

- à proximité des containers, des équipements de protection individuelle, notamment des appareils de protection respiratoire autonomes isolants, un poste d'eau à débit abondant, des douches et fontaines oculaires sont prévus

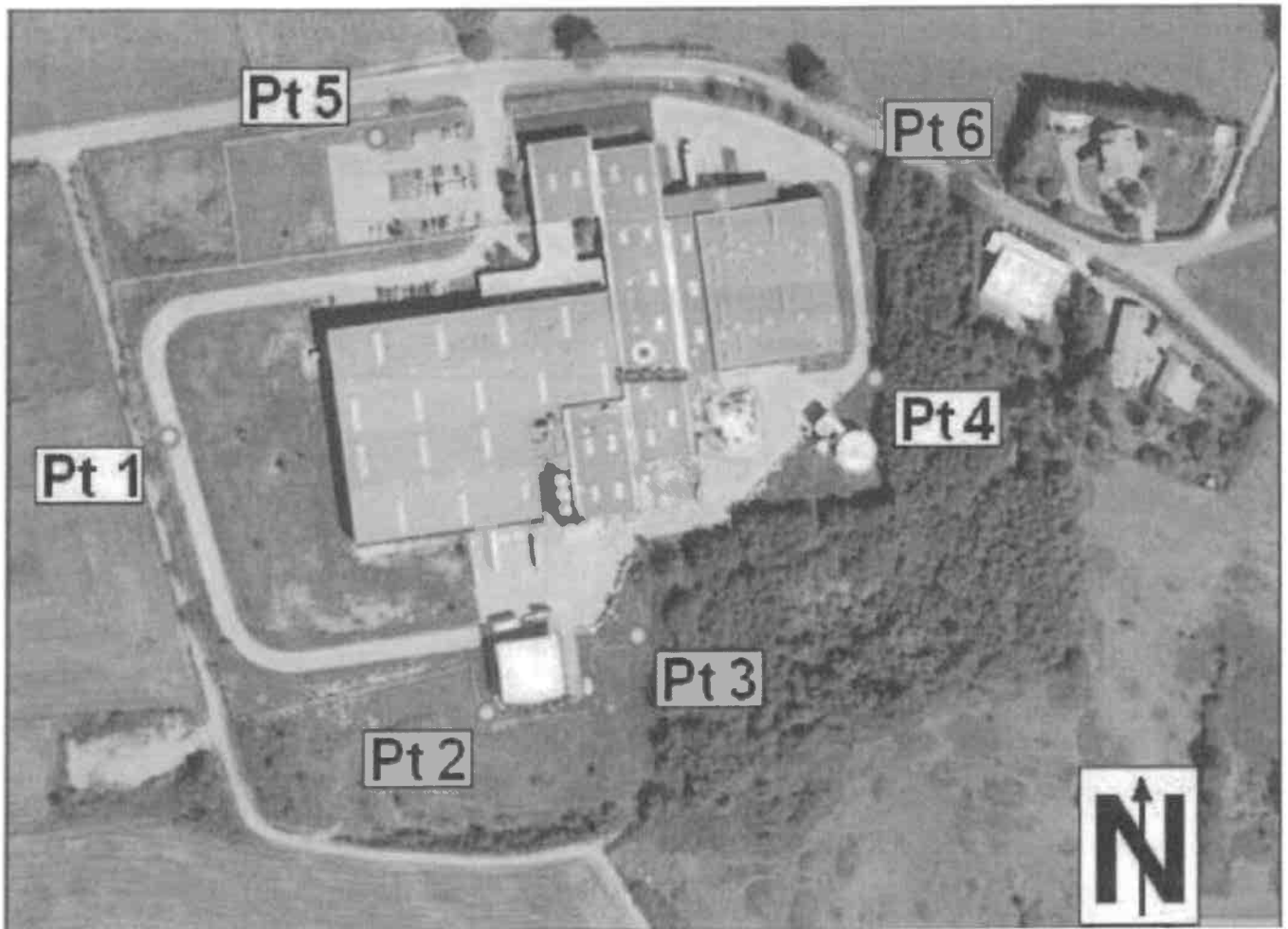
II.5 Déchets

- Le stockage des déchets doit suivre les mêmes règles que le stockage du fluorure d'hydrogène et de ses solutions aqueuses à leur arrivée
- le rejet à l'égout ou dans le milieu naturel des eaux polluées par le fluorure d'hydrogène est proscrit
- Les déchets et les produits souillés sont conservés dans des récipients spécialement prévus à cet effet, clos et étanches. Leur élimination est réalisée dans les conditions autorisées par la réglementation en vigueur.

II.6 Déversements accidentels

- En cas de déversement accidentel de faible importance de fluorure d'hydrogène et de ses solutions aqueuses, le produit est récupéré en l'épongeant avec un matériau absorbant inerte (boudin, feuilles ou granulés hydrophiles (polypropylène en mélange ou non avec des fibres minérales ou végétales et des additifs spéciaux).
- la surface ayant été souillée est lavée à grande eau en prévenant tout déversement vers les réseaux ou le milieu naturel. S'il s'agit de fluorure d'hydrogène en solution, il pourra être neutralisé avec du carbonate de sodium ou du carbonate de calcium en mélange, éventuellement, selon les quantités répandues, avec un matériau inerte.
- Si le déversement est important, la zone est aérée, le personnel évacué, en ne faisant intervenir que des opérateurs entraînés et munis d'un équipement de protection approprié.
- Toute source d'inflammation potentielle est supprimée. Des appareils de protection respiratoires isolants autonomes sont à prévoir à proximité et à l'extérieur des locaux pour les interventions d'urgence.
- Prévoir l'installation de fontaines oculaires et de douches de sécurité en évitant tout risque de sur-accident ou si elles ne sont pas suffisantes, contacter les équipes de secours interne ou externe au site.

Annexe 2 - Mesure des niveaux sonores et émergences



Point n° 1 : Limite de propriété Ouest,

Point n° 2 : Limite de propriété Sud,

Point n° 3 : Limite de propriété Sud-Est,

Point n° 4 : Limite de propriété Est,

Point n° 5 : Limite de propriété Nord,

Point n° 6 : Limite de propriété Nord-Est, vers maison voisine à 50 m à l'Est.

Annexe 3 – Emergences sonores admissibles dans les zones à émergence réglementée

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés) | Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|--|---|
| Supérieur à 36 dBA et inférieur ou égal à 46 dBA | 6 dBA | 4 dBA |
| Supérieur à 46 dBA | 5 dBA | 3 dBA |

| Type | Nombre | Distance / site | Orientation / site |
|--|--------|-----------------|--------------------|
| Hameau Le Combat sur les communes de Saint-Genest-Lerpt et Saint-Etienne | 2 | 50 m | Est |

Annexe 4 – Points de prélèvements flore et sols



